

Xavier DELGRANGE,  
Conseil d'État,  
rue de la Science, 33  
B-1040 Bruxelles

[xavier.delgrange@usaintlouis.be](mailto:xavier.delgrange@usaintlouis.be)

[xavier.delgrange@ulb.ac.be](mailto:xavier.delgrange@ulb.ac.be)

## **CURRICULUM VITAE**

### **I. FORMATION ET CONCOURS**

- 1995 Premier lauréat du concours d'auditeur et de référendaire au Conseil d'État
- 1989 Deuxième lauréat du concours de référendaire à la Cour d'arbitrage
- 1984-1987 Licences en droit à l'Université Catholique de Louvain (distinction)
- 1982-1984 Candidatures en droit aux Facultés Notre Dame de la Paix à Namur
- 1976-1982 Humanités à l'Athénée royal de Virton

### **II. CARRIÈRE AU CONSEIL D'ÉTAT**

- Depuis 2009 Premier auditeur chef de section (27 septembre 2009), affecté à la section de législation, en charge notamment des matières constitutionnelles, des droits et liberté, de la Justice et du contentieux administratif
- 2006-2009 Premier auditeur (7 juillet 2006)
- 1997-2006 Auditeur affecté à la section de législation (25 juin 1997), en charge notamment des matières constitutionnelles, de l'enseignement, des droits et liberté et du contentieux administratif
- 1996-1997 Auditeur adjoint (29 octobre 1996)
- 1995-1996 Référendaire adjoint (7 juillet 1995)

### III. CARRIÈRE UNIVERSITAIRE

Depuis 2007 Maître de conférences à l'Université libre de Bruxelles

« Droit de l'enseignement », dans le Master en sciences de l'éducation

Depuis 1999 Chargé d'enseignement à l'Université Saint-Louis

« Justice et Politique », cours interfacultaire de troisième baccalauréat (depuis 2005)

Partie juridique du cours « Fondements de la neutralité » de l'Académie Louvain (depuis 2007)

« Droit constitutionnel », seconde candidature en sciences politiques à horaire décalé (de 1999 à 2013)

1997-2006 Assistant à la Faculté de droit des Facultés Universitaires Saint-Louis

1990-1995 Chargé de cours à l'I.S.C. Saint-Louis à Bruxelles

1988-1995 Assistant au Centre de droit régional de la Faculté de droit de Namur

1987-1988 Chercheur au Centre de droit régional de la Faculté de droit de Namur

### IV. ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

#### 1. Dans les centres de recherche

Depuis 1996 Membre du CIRC, le Centre interdisciplinaire de recherche en droit constitutionnel de l'Université Saint-Louis. A ce titre, outre l'implication dans la direction du centre, j'ai peu à peu assumé des tâches d'encadrement de jeunes chercheurs, assistants et doctorants.

1987-1995 Membre du Centre de droit régional (F.U.N.D.P.)

#### 2. Dans les revues

Depuis 1997 Membre du Comité de rédaction d' *Administration publique*

1996 - 2010 Membre du comité de rédaction de la *Revue régionale de droit*

Depuis 1994 Membre du comité de rédaction de la *Revue belge de droit constitutionnel*

#### 3. Publications

La liste des publications est répartie selon les matières suivantes : droit constitutionnel et public général (a), droit constitutionnel institutionnel (b), droit juridictionnel (c), droits de l'homme (d), droit de l'enseignement (e).

**a) droit constitutionnel et public général**

1. “Le professeur, le sénateur et le juge face à la loyauté fédérale”, dans : *La loyauté*, Mélanges offerts à Etienne Cerexhe, Bruxelles, Larcier, 1997, pp. 97-111
2. Avec L. DETROUX et H. DUMONT, “La régulation en droit public”, dans : B. JADOT et F. OST (dir.), *Elaborer la loi aujourd’hui, mission impossible ?*, Bruxelles, F.U.S.L., 1999, pp. 35-106
3. Avec L. DETROUX et H. DUMONT, “La régulation en droit public”, dans : B. JADOT et F. OST (dir.), *Elaborer la loi aujourd’hui, mission impossible ?*, Bruxelles, F.U.S.L., 1999, pp. 35-106
4. Avec H. DUMONT, “Le rythme des révisions constitutionnelles et l’hypothèse de l’accélération du temps juridique”, dans : Ph. GÉRARD, F. OST et M. VAN DE KERCHOVE (dir.), *L’accélération du temps juridique*, Bruxelles, F.U.S.L., 2000, pp. 413-468; *A.P.T.*, 1999/3, pp. 210-235
5. “De la pyramide au réseau ? Pour une théorie dialectique du droit de François Ost et Michel van de Kerchove”, *Journal du Juriste*, 2002, n° 16, p. 14
6. Avec H. DUMONT et S. VAN DROOGHENBROECK, “La procédure de révision de la Constitution : suggestions”, dans : F. DELPÉRÉE (dir.), *La procédure de révision de la Constitution*, Bruxelles, Bruylant, 2003, pp. 137-163
7. Avec B. LOMBAERT, “La loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs : questions d’actualité”, dans : P. JADOUL et S. VAN DROOGHENBROECK, *La motivation formelle des actes administratifs : une exigence contagieuse*, Bruges, La Charte, 2005, pp. 1-68
8. Avec L. DETROUX, “Les limites constitutionnelles à la privatisation”, dans : B. Lombaert (dir.), *Les partenariats publics-privés : un défi pour le droit des services publics*, Bruges, La Charte, 2005, pp. 33-85
9. « Le code de la codification, présentation des avis de la section de législation du Conseil d’État n° 49.337/4 du 6 avril 2011 et n° 50.115/2/V du 23 août 2011 », *Administration publique*, 2011/4, pp. 432-437
10. “Dossier réforme de l’État: article 195 de la Constitution. Introduction. La procédure temporaire de révision de la Constitution. Une transition vers...?”, *Administration publique*, 2012/3, pp. 580-581
11. Avec Luc DETROUX, « La soft law intralégislative : les lois dépourvues de contenu normatif ou mollis lex sed lex », dans I HACHEZ et al. (dir.), *Les sources du droit revisitées, Volume 2, Normes internes infraconstitutionnelles*, Limal, Anthémis, 2012, pp. 147-197

**b) droit constitutionnel institutionnel**

1. Avec E. CEREXHE, “Les connaissances linguistiques des mandataires communaux”, *Journal des Tribunaux*, 1989, pp. 153-160
2. “Qui est compétent pour fixer les conditions de fournitures de gaz et d’électricité”, *Revue régionale de droit*, 1989, pp. 107-110

3. *Les compétences régionales en matière de distribution de gaz et d'électricité, premiers commentaires de la loi spéciale du 8 août 1988*, Namur, 15 septembre 1989, 161 pages
4. Coordination de la publication des actes du colloque sur *Les intercommunales*, Namur-Bruxelles, La Charte, 1989, 179 pages  
Dans ces actes, publication de :
  - "Les intercommunales interrégionales", pp. 105 à 118
  - "Conclusion", pp. 151 à 154
5. Coordination de la publication des actes du colloque sur *L'union économique et l'unité monétaire en Belgique*, Namur-Bruxelles, La Charte, 1993, 214 pages  
Dans ces actes, publication de :
  - avec J.-P. KEPPELNE, "Convergences et divergences dans le contrôle juridictionnel en matière de non-discrimination", pp. 68-119
  - « Conclusions, l'union économique et l'unité monétaire, un principe constitutionnel », pp. 195-207
6. « La Cour d'arbitrage permet à la Flandre de développer une sécurité sociale complémentaire à celle organisée par l'autorité fédérale, commentaire C.A., arrêt n° 33/2001 du 13 mars 2001 », *Journal du Juriste*, 2001, n° 1, p. 6
7. "La Cour d'arbitrage momifie la compétence fédérale en matière de sécurité sociale, observations sous C.A., arrêt n° 33/2001 du 13 mars 2001", *Revue belge de droit constitutionnel*, 2001/2, pp. 209-240
8. Avec L. DETROUX, "Tout s'achète, même les compétences. Le 'pouvoir de dépenser' fleurit sur le terreau de l'autonomie fiscale", *Journal du Juriste*, 2002, n° 9, p. 4
9. Avec H. DUMONT, "Bruxelles et l'hypothèse de la défédéralisation de la sécurité sociale", in Ph. CATTOIR, Ph. DE BRUYCKER, H. DUMONT, H. TULKENS et E. WITTE (dir.), *Autonomie, solidarité et coopération quelques enjeux du fédéralisme belge au XXIème siècle*, Bruxelles, Larcier, 2002, pp. 235-264
10. "Les matières réservées. Faut-il choisir entre rationalité et constitutionnalité ?" dans : F. DELPÉRÉE (dir.), *Les lois spéciales et ordinaire du 13 juillet 2001, La réforme de la Saint-Polycarpe*, Bruxelles, Bruylant, 2002, pp. 45-66
11. "La Cour d'arbitrage absout Saint-Polycarpe", *Journal du Juriste*, 2003, n° 21, p. 4
12. Avec le CIRC, "La Cour d'arbitrage et Saint-Polycarpe : un brevet de constitutionnalité mal motivé", *Journal des tribunaux*, 2003, pp. 521-537
13. Avec A. MARES et P. MEIER, "La représentation flamande dans les communes bruxelloises", dans : E. WITTE, A. ALEN, H. DUMONT, P. VANDERNOOT et R. DE GROOF, *Les dix-neuf communes bruxelloises et le modèle bruxellois*, Bruxelles, Larcier, 2003, pp. 311-339
14. "La sécurité routière à la croisée des chemins, la Cour d'arbitrage contribue à sa régionalisation", *Journal du Juriste*, n° 37, décembre 2004, p. 8
15. Avec Nicolas LAGASSE et Jeroen VAN NIEUWENHOVE, "De hervorming van de instellingen en de herzieningsverklaring van 2007. Een grondwettelijke verkenning van enkele voorstellen", *Chroniques de Droit Public-Publiekrechtelijke Kronieken*, 2008/1, pp. 3-38

16. “La coopération des parlements, présentation de l’avis de la section de législation du Conseil d’État n° 48.754-5/AG du 15 décembre 2010”, *Administration publique*, 2011/2, pp. 173-180
17. “L’interdiction de dépenser, règle d’Airain du fédéralisme belge”, observations sous Cour constitutionnelle, arrêt n° 184/2011 du 8 décembre 2011, *Administration publique*, 2012/1, pp. 146-156
18. « Les enjeux et les risques de la constitutionnalisation et de la défédéralisation des allocations familiales », dans W. VAN EECHOUTTE, D. DUMONT et R. CARTON (coord.), *La communautarisation des allocations familiales*, Brugge, la Charte, 2013, pp. 45-62
19. « La défédéralisation de la sécurité sociale, en quête de cohérence ou saut dans l’inconnu ? », *Administration publique*, 2013/1, pp. 1-15
20. « La défédéralisation de la sécurité sociale : un risque pour la société et un défi pour les juges », dans *La sixième réforme de l’Etat. Tournant historique ou soubresaut ordinaire ?*, actes du colloque des 25 et 26 avril 2013 organisé par le Centre de droit public de l’Université Libre de Bruxelles, Limal, Anthémis, 2013, pp. 411-427
21. Avec Mathias EL BERHOUMI, « Le découpage des compétences régionales et communautaires à Bruxelles ou la tentation de la transgression », dans P.-O. de Broux, B. Lombaert et D. Yernault (dir.), *Le droit bruxellois. Un bilan après 25 ans d’application (1989-2014)*, actes du colloque des 23 et 24 avril 2014, Bruxelles, Larcier, 2016, pp. 67-98
22. Avec Philippe BOUVIER, « La Cour constitutionnelle dessine le fédéralisme à la belge », acte du Colloque à Paris du 17 mars 2016, *De l’autonomie au séparatisme. Compétences, financements et citoyennetés*, Paris, Berger-Levrault, à paraître

**c) droit juridictionnel**

1. “Quelques modifications concernant les questions préjudicielles posées à la Cour d’arbitrage”, *Revue régionale de droit*, 1989, pp. 261-264
2. Avec P.-E. GHISLAIN, note sous C.A., 27 avril 1989, *Revue régionale de droit*, 1989, pp. 274-278
3. “Quand la Cour d’arbitrage s’inspire de la Cour de Strasbourg”, note sous C.A., arrêt 23/89 du 13 octobre 1989, *Revue régionale de droit*, 1989, pp. 619-622
4. Compte rendu du colloque “La crise du juge, 1789-1989”, *Journal des tribunaux*, 1990, pp. 14-15
5. “La nouvelle procédure de suspension devant le Conseil d’Etat, un pas quasi-involontaire dans la bonne direction”, *Revue régionale de droit*, 1990, pp. 39-48
6. “La Cour d’arbitrage enfonce un coin dans le bloc de constitutionnalité organisant la répartition des compétences législatives”, note sous C.A., arrêt n° 8/90 du 7 février 1990, *Revue régionale de droit*, 1990, pp. 166-170
7. “Les articles 6 et 6bis de la Constitution, des dispositions longue portée”, *Revue régionale de droit*, 1990, pp. 422-434

8. Avec L. LE HARDY DE BEAULIEU, “Quelques effets normatifs de l’interprétation téléologique”, dans : *Le recours aux objectifs de la loi dans son application, travaux préparatoires du congrès du 10-12 septembre 1990*, Bruxelles, Story-scientia, 1990, pp. 287-300
9. “L’astreinte dans le contentieux administratif, le nouvel article 36 des lois coordonnées sur le Conseil d’État”, *Revue régionale de droit*, 1991, pp. 11-23
10. “L’accélération de la procédure devant la section d’administration du Conseil d’Etat”, *Revue régionale de droit*, 1991, pp. 105-108
11. “Dialogue de juges sur la paternité”, note sous C.A., arrêt n° 63/92 du 8 octobre 1992, *Revue régionale de droit*, 1992, pp. 543-545
12. Avec J.-P. KEPPELNE, “Convergences et divergences dans le contrôle juridictionnel en matière de non-discrimination”, dans X. Delgrange (coord.), *L’union économique et l’unité monétaire en Belgique*, Namur-Bruxelles, La Charte, 1993, pp. 68-119
13. “La Cour d’arbitrage et le citoyen”, dans : F. DELPÉRIÉE, A. RASSON-ROLAND et M. VERDUSSEN (dir.), *Regards croisés sur la Cour d’arbitrage, 10 ans de jurisprudence constitutionnelle*, Bruxelles, Bruylant, 1995, pp. 231-248
14. Avec P. VAN YPERSELE, “Le juge du fond, la Cour d’arbitrage et la Cour de justice”, note sous C.J.C.E., arrêt du 9 août 1994, Lancry, *Revue belge de droit constitutionnel*, 1995, pp. 413-431
15. Avec P. VAN YPERSELE, “La révolution discrète”, observations sous C.A., arrêt n° 6/97 du 19 février 1997, *Journal des tribunaux*, 1997, pp. 430-434
16. Note sous C.E., arrêts n° 79.761 du 2 avril 1999 et n° 79.783 du 8 avril 1999, *Revue régionale de droit*, 1999, pp. 214-215
17. “L’exigence d’un intérêt pour agir devant la Cour d’arbitrage pourrait-elle rendre certaines lois inattaquables ?”, *Journal du Juriste*, 2003, n° 18, pp. 6-7
18. Avec Sébastien VAN DROOGHENBROECK, “Est-ce toujours dans les vieilles casseroles que l’on fait les meilleures soupes ? A propos des relations entre pouvoir politique et pouvoir juridictionnel”, dans : Centre de droit public de l’ULB, *Le droit public existe-t-il ?*, <http://dev.ulb.ac.be/~droitpub/Accueil.1.0.html>, 18 page
19. “A la recherche du nomologue”, numéro spécial 125<sup>e</sup> anniversaire du *Journal des tribunaux*, 2007, pp. 298-300
20. Avec Nicolas LAGASSE, “La création des juridictions administratives par les communautés et les régions”, dans : H. DUMONT, P. JADOU et S. VAN DROOGHENBROECK (dir.), *La protection juridictionnelle du citoyen face à l’administration*, Bruxelles, La Charte, 2007, pp. 487-524
21. Avec Nicolas LAGASSE, “La liberté d’expression du juge : comment descendre de sa tour d’ivoire en demeurant au dessus de la mêlée ?”, dans J. ENGLEBERT (dir.), *Questions de droit judiciaire inspirées par “l’affaire Fortis”*, Bruxelles, Larcier, 2011, pp. 187-228
22. “La désobéissance civile, seul recours effectif contre la loi ?”, observations sous Cour constitutionnelle, arrêt n° 148/2011 du 5 octobre 2011, *Journal des tribunaux*, 2011, pp. 709-711

23. « Le Président du Parlement et les briseurs de grève », présentation de l’avis de la section de législation du Conseil d’État n° 52.360/AG du 26 novembre 2013, *AP*, 2015/1, pp. 84-86
24. « La Cour de cassation refuse le contrôle de légalité incident lorsqu’un recours est ouvert devant une juridiction administrative, ballon d’essai ou erreur sans lendemain ? », note sous Cass., 11 mars 2015, *AP*, 2015/3, pp. 511-521
25. « Le Conseil d’État a retrouvé son bandeau », dans : *Liber amicorum Yves Lejeune*, Bruxelles, Bruylant, 2017, pp. 201-216
26. « Les juridictions administratives fédérées érodent la parité linguistique au Conseil d’État », *Pyramides*, à paraître

**d) droits de l’homme**

1. Avec P. VAN YPERSELE, “Action en cessation et droit de réponse”, note sous Com. Verviers, 10 février 1987, *Revue Régionale de Droit*, 1987, pp. 404-409
2. “La presse est libre, mais encore ?”, *La Revue nouvelle*, 1988, n°3, pp. 229-238
3. “Les coupures d’énergie, exceptions d’inexécution ou traitements inhumains?”, note sous Bruxelles, 25 février 1988, *Revue Régionale de Droit*, 1988, pp. 208-216
4. “Les atteintes au droit de propriété et les droits de l’homme”, dans : *Actes du colloque sur La conservation du patrimoine culturel immobilier*, 6 septembre 1990, Namur, Faculté de droit
5. Avec L. LE HARDY DE BEAULIEU, “Responsabilité des pouvoirs publics et rétroactivité de la loi, le cas du pilotage des bâtiments de mer”, *Revue générale des assurances et responsabilités*, 1991, n° 11.756
6. “Les cadres linguistiques face au principe d’égalité”, note sous C.E., arrêt n° 25.968 du 11 décembre 1990, Vanoirbeek, *Revue régionale de droit*, 1991, pp. 200-204
7. “Le principe d’égalité et de non-discrimination face au fédéralisme en Belgique”, dans : P. PATENAUDE (dir.), *Québec-Communauté française de Belgique : autonomie et spécificité dans le cadre d’un système fédéral, Actes du colloque de Sherbrooke du 22 mai 1991*, Montréal, Wilson et Lafleur, 1991, pp. 169-203
8. Note sous C.A., arrêt n° 20/92 du 12 mars 1992, *Revue régionale de droit*, 1992, pp. 341-344
9. “Fédéralisme et protection des minorités”, dans : *La Constitution fédérale du 5 mai 1993, Actes des journées d’études de Louvain-La-Neuve des 6 et 7 mai 1993*, Bruxelles, Bruylant, 1993, pp. 67-85
10. “La proteccio de les minorites : mecanismes institucionals i jurisdiccional”, *Actes du séminaire sur la Belgique fédérale organisé par l’Institut d’Estudis Autonomics Barcelone le 11 juin 1993*, Barcelone, Institut d’Estudis Autonomics, 1994, n° 44, pp. 55-106
11. Avec H. DUMONT, “La directive de l’équilibre idéologique et philosophique dans les nominations : sagesse ou monstruosité, à propos de l’arrêt de la Cour d’arbitrage du 15 juillet 1993 (n° 65/93)”, *Journal des Tribunaux*, 1994, pp. 2-12

12. “Le fédéralisme belge : la protection des minorités linguistiques et idéologiques”, *Revue du droit public en France et à l'étranger*, 1995, pp. 1157-1202
13. Avec J. CLEMENT, “La protection des minorités / De bescherming van de minderheden”, dans : *Bruxelles et son statut - Het statuut van Brussel*, Bruxelles, Larcier, 1999, pp. 357-395
14. “Qui peut consacrer le droit de l’administré à la motivation formelle des actes administratifs ?, commentaire C.A., arrêt n° 55/2001 du 8 mai 2001”, *Journal du Juriste*, 2001, n° 4, p. 6
15. “‘Et pourtant elle tourne’, commentaire C.E., arrêt n° 98.735 du 7 septembre 2001, Jadot”, *Journal du Juriste*, 2001, n° 5, p. 6
14. Avec S. VAN DROOGHENBROECK, “Le Conseil de l’Europe voit la Belgique en minorité(s)”, *Journal du Juriste*, 2002, n° 11, p. 5
15. Avec S.VAN DROOGHENBROECK, “Le Conseil de l’Europe voit la Belgique en minorité(s) : suite”, *Journal du Juriste*, 2002, n° 15, p. 10
16. Avec S.VAN DROOGHENBROECK, “La signature de la Convention-Cadre sur la protection des minorités nationales et les mesures de protection des minorités contenues dans les lois spéciales, *Administration publique (trimestriel)*, n° spécial “St-Polycarpe, Lombard et St-Boniface : une réforme à plusieurs visages”, 2002, pp. 273-287
17. Avec Hugues DUMONT, “Le principe de pluralisme face à la question du voile islamique en Belgique”, *Droit et Société*, n° 68, 2008, pp. 75-108
18. “La démocratie voilée”, note sous C.E., arrêt n° 175.886 du 18 octobre 2007, *Revue régionale de droit*, 2007, pp. 363-384
19. Avec Sébastien VAN DROOGHENBROECK, “Le Conseil de l’Europe met les pieds dans le plat pays”, *Journal des tribunaux*, 2009, pp. 113-116.
20. Avec Isabelle HACHEZ, « La prise en compte de la pratique dans l’appréciation du standstill : une indéniable source de complexité », dans I HACHEZ et al. (dir.), *Les sources du droit revisitées, Volume 3, Normativités concurrentes*, Limal, Anthémis, 2012, pp. 137-178
21. « Quand la burqa passe à l’Ouest, la Belgique perd-elle le nord ? », dans David KOUSSENS et Olivier ROY (dir.), *Quand la burqa passe à l’Ouest. Enjeux éthiques, politiques et juridiques*, Presses universitaires de Rennes (collection "Sciences religieuses"), 2013, pp. 197-236
22. Avec Isabelle HACHEZ, « Qui n’avance pas... », commentaire de C.C., arrêt n° 53/2013 du 18 avril 2013, *Administration publique*, 2013/3, pp. 298-308
23. Avec Hélène LEROUXEL, « La déclaration universelle des droits de l’homme », dans S. VAN DROOGHENBROECK (dir.), *Le droit international et européen des droits de l’homme devant le juge national*, Bruxelles, Larcier, 2014, pp. 15-23
24. « De l’ensemble indissociable à l’interprétation conciliante », dans S. VAN DROOGHENBROECK (dir.), *Le droit international et européen des droits de l’homme devant le juge national*, Bruxelles, Larcier, 2014, pp. 145-159
25. Avec Isabelle HACHEZ, « Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels », dans S. VAN DROOGHENBROECK (dir.), *Le droit international et européen des droits de l’homme devant le juge national*, Bruxelles, Larcier, 2014, pp. 246-260



26. Avec Mathias EL BERHOUMI, « Pour vivre ensemble, vivons dévisagés. Le voile intégral sous le regard des juges constitutionnels belge et français », observations sous Cons. const. (fr.), 7 octobre 2010 et C. const. (b.), n° 145/2012, 6 décembre 2012, *Rev. trim dr. h.*, 99/2014, pp. 635-661
27. Avec Hélène LEROUXEL, « L'accommodement raisonnable, bouc émissaire d'une laïcité inhibitrice », dans : Emmanuelle BRIBOSIA et Isabelle RORIVE (dir.), *L'accommodement raisonnable de la religion en Belgique et au Canada. Comparaison des contextes juridiques, sociaux et politiques*, actes du colloque des 26-27 avril 2011, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2015, pp. 203-286
28. Avec Hélène LEROUXEL, « Circoncision, question politique », *Revue politique*, mars-avril 2015, pp. 56 à 60
29. Avec Louis-Léon CHRISTIANS et Hélène LEROUXEL, « La circoncision rituelle en droit belge », dans Vincente Fortier (dir.), *La circoncision rituelle, enjeux de droit, enjeux de vérité*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2016, pp. 160-176
30. Avec Hélène LEROUXEL, « La circoncision rituelle en Europe : vers une tension entre la liberté de religion des parents et l'intégrité physique de l'enfant ? » dans David KOUSSENS, Marie-Pierre ROBERT, Stéphane BERNATCHEZ, Claude GÉLINAS (dir.), *La religion hors-la-loi : l'État libéral à l'épreuve des religions minoritaires*, actes du colloque de Sherbrooke des 2 et 3 octobre 2014, Bruxelles, Bruylant, 2016, pp. 155-186

**e) droit de l'enseignement**

1. Note sous C.A., arrêt n° 32/93 du 22 avril 1993, *Revue régionale de droit*, 1993, pp. 221-223
2. “L'égalité dans l'enseignement à la lecture de la jurisprudence de la Cour d'arbitrage”, dans : *Quels droits dans l'enseignement ? Enseignants, parents, élèves*, Actes du colloque de Namur des 13 et 14 mai 1993, Namur-Bruxelles, La Charte, 1994, pp. 51-92
3. “Ebauche d'une comparaison des contrôles préventifs et curatifs exercés par la section de législation du Conseil d'Etat et par la Cour d'arbitrage”, dans : B. BLERO (éd.), *Le Conseil d'Etat cinquante ans après sa création*, Actes du colloque des 19 et 20 décembre 1996, Bruxelles, Bruylant, 1999, pp. 121-157
4. “Analyse juridique de l'élaboration du décret ‘missions’” dans : H. DUMONT et M. COLLIN, *Le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement, approche interdisciplinaire*, Bruxelles, F.U.S.L., 1999, 19-78
5. Avec C. NIKIS, “L'exigence de légalité en matière d'enseignement. La jurisprudence de la Cour d'arbitrage et du Conseil d'Etat relative à l'article 24, § 5, de la Constitution”, *Administration publique (trimestriel)*, 2000/3, pp. 203-235
6. “Le Conseil d'Etat décline toute compétence à l'égard des établissements d'enseignement libre, vers l'abandon du critère fonctionnel pour définir l'autorité administrative ?”, observations sous C.E., assemblée générale, arrêts n° 93.104 du 6 février 2001, Missorten et n° 93.289 du 13 février 2001, Deschutter, *Revue régionale de droit*, 2000, pp. 521-542
7. “Le décret ‘mission’ de l'enseignement face aux pédagogies alternatives : chronique d'une annulation annoncée, commentaire C.A., arrêt n° 49/2001 du 18 avril 2001”, *Journal du Juriste*, 2001, n° 2, p. 5

8. “Les cours de philosophie et la Constitution, éléments de réflexion à propos du Rapport introductif portant sur “l’introduction de davantage de philosophie dans l’enseignement, que ce soit à court ou à long terme” déposé par Mme Wynants”, *Les Cahiers du CIRC*, n° 1, 2002, 19 pages
9. “Le financement de l’enseignement et l’égalité entre les réseaux”, *Administration publique (trimestriel)*, n° spécial “St-Polycarpe, Lombard et St-Boniface : une réforme à plusieurs visages”, 2002, pp. 303-310
10. “La Cour d’arbitrage et l’enseignement libre devant le Conseil d’Etat”, *Journal du Juriste*, 2003, n° 22, p. 11
11. “Le droit à l’enseignement, théâtre de l’éternel combat de la liberté contre l’égalité”, *Journal du Juriste*, 2004, n° 28, pp. 1 et 5
12. “Interdire le foulard à l’école ? Quand le législateur se voile la face”, *Journal du Juriste*, 2004, n° 29, pp. 14-15 (notes infrapaginales dans le n° 30, p. 10)
13. “Les droits d’inscription complémentaires sont condamnés”, *Journal du Juriste*, n° 40, mars 2005, p. 13
14. “S.O.S. Bonheure”, note sous Cass., 6 septembre 2002, Meulenijzer/Instituut Zusters van de Onbevelekte Ontvangenis ( n° C.01.0382.N) et Leman/Katholiek Universiteit Leuven (n° C.02.0177.N); C.A., arrêt n° 41/2003 du 9 avril 2003, *Revue critique de jurisprudence belge*, 2005, pp. 201-278
15. “Les avantages sociaux, baromètre de la concurrence loyale entre les établissements d’enseignement”, note sous Cass., 18 novembre 2004, Selleslaghs/Commune d’Evere (n° C.02.0264.F), *Revue de droit communal*, 2005/4, pp. 54-63
16. “Les écoles francophones dans les communes à facilité, l’hallali ou nanani nanère ?”, *Journal du Juriste*, n° 44, septembre 2005, pp. 4-5
17. “La Communauté française devra-t-elle financer la sécurité sociale des enseignants ?”, *Journal du Juriste*, n° 47, décembre 2005, p. 6
18. “Plaidoyer pour une étude de droit comparé intrafédéral de l’enseignement, une ébauche sur le thème des cours philosophiques à l’école”, numéro anniversaire de *Tijdschrift voor Onderwijsrecht en Onderwijsbeleid*, 2006-2007, pp. 319-335
19. “La liberté académique”, dans : *Itinéraires d’un constitutionnaliste, en hommage à Francis Delpérée*, Bruxelles, Bruylant, 2007, pp. 407-424
20. “La neutralité de l’enseignement en Communauté française”, *Administration publique*, 2007-2008/2, pp. 119-160
21. “Flamands et francophones contraints de coopérer pour gérer les écoles de la périphérie”, *Eduquer*, n° 62, mars 2008, pp. 4-6
22. Avec Hugues DUMONT, “Les compromis constitutionnels et la loyauté dans le fédéralisme coopératif belge. Les principes en jeu dans les conflits d’intérêts relatif aux écoles francophones des communes périphériques”, dans : *Liber Amicorum Michel Mahieu*, Bruxelles, Larcier, 2008, pp. 407-430
23. “La neutralité dans l’enseignement : repères historiques et juridiques”, dans : Bernadette

- Wiame (dir.), *Enseignant et neutre ?*, Bruxelles, De Boeck, 2008, pp. 17-37
24. Avec Laurence VANCRAVEBECK, “Le statut juridique des écoles européennes en droit public belge et européen”, dans : R. De Groof (ed.), *Bruxelles et l’Europe*, Actes du colloque international des 18 et 19 décembre 2006, Bruxelles, ASPeditons, 2008, pp. 435-454
  25. Avec Luc DETROUX, “Les menaces sur le service public de l’enseignement”, dans : H. Dumont et al. (dir.), *Le service public : entre menaces et renouveau*, actes du colloque du 27 novembre 2008 aux Facultés universitaires Saint-Louis, Bruges, La Charte, 2009, pp. 231-296
  26. “L’enseignement et les étrangers, synthèse des travaux en atelier”, dans J.-Y. CARLIER (dir.), *L’étranger face au droit*, XXe Journées juridiques Jean Dabin des 13-14 novembre 2008 à Louvain-La-Neuve, Bruxelles, Bruylant, 2010, pp. 527-546
  27. Avec Mathias EL BERHOUMI, “Inscrire son enfant dans une école francophone, comment sortir du libre de la jungle ?”, *Tijdschrift voor Onderwijsrecht en Onderwijsbeleid*, 2008-2009, pp. 459-476
  28. “Le cours de morale entre neutralité et prosélytisme”, actes de la table ronde du 25 avril 2009 sur : Neutralité de l’enseignement de la Communauté française mais engagement du professeur de morale ?, *Entre-Vues*, 2009, 43 pages  
[www.entre-vues.net/DossiersArticles/tabid/617/articleType/ArticleView/articleId/75/La-question-de-la-neutralite-de-lenseignement-de-la-Communaute-francaise-et-engagement-du-professeur-de-morale.aspx](http://www.entre-vues.net/DossiersArticles/tabid/617/articleType/ArticleView/articleId/75/La-question-de-la-neutralite-de-lenseignement-de-la-Communaute-francaise-et-engagement-du-professeur-de-morale.aspx)
  29. “Le voile à l’école - lecture juridique”, dossier accompagnant la pièce de François OST, *Antigone voilée*, Bruxelles, De Boeck, 2009, pp. 131-142
  30. “Les décrets relatifs à la neutralité dans l’enseignement belge francophone”, dans B. DECHARNEUX et J.L. WOLFS (dir.) *Neutre et engagé, la gestion des diversités culturelles et des convictions dans l’enseignement public belge francophone*, Bruxelles, E.M.E., 2010, pp. 65-95
  31. “L’arrêt ‘Bressol’ relatif à la libre circulation des étudiants : la Cour de justice entre mutisme et soliloque”, *Journal de droit européen*, 2010, pp. 214-215
  32. “Les acteurs en présence” et “Les pouvoirs organisateurs face à leurs organes de représentation et aux syndicats”, dans B. DELVAUX et P. REMAN, *Jeux d’autonomie dans le système scolaire*, *La Revue nouvelle*, mai-juin 2010, pp. 82-83 et 122-126
  33. “La neutralité scolaire à l’épreuve du voile”, *La chronique de crise de la Ligue des droits de l’Homme*, septembre-octobre 2010, n° 140, pp. 5-7
  34. Avec Sébastien VAN DROOGHENBROECK, “Le droit à l’éducation, obligation positive des États”, dans : *L’éducation et les droits de l’homme*, Recueil des cours de l’Institut International des Droits de l’Homme, Strasbourg, à paraître, 31 pages
  35. “Mixité sociale, mixité religieuse : le droit de l’enseignement face à la diversité”, dans J. RINGELHEIM (dir.), *Le droit belge face à la diversité culturelle. Quel modèle de gestion de la pluralité ?*, Bruxelles, Bruylant, 2011, pp. 437-501
  36. Avec Mathias EL BERHOUMI, “Les droits en matière d’enseignement”, dans M. VERDUSSEN et N. BONBLED, *Les droits constitutionnels en Belgique - Les enseignements jurisprudentiels de la Cour constitutionnelle, du Conseil d’Etat et de la Cour de cassation*, Bruxelles, Bruylant,

2011, pp. 1175-1294

37. “Enseignement: l'égalité et la liberté à l'assaut des réseaux”, observations sous Cour constitutionnelle, arrêt n° 174/2011, *Administration publique*, 2012/1, pp. 138-146
38. Avec Mathias EL BERHOUMI, “Écoles flamandes de Bruxelles: la préférence linguistique validée”, observations sous Cour constitutionnelle, arrêt n° 7/2012 du 18 janvier 2012, *Administration publique*, 2012/2, pp. 385-401
39. « De quelle liberté d'enseignement se soucie le citoyen ? », dans le dossier « Enseignement, une liberté à réinterroger », *La Revue nouvelle*, mars 2013, pp. 51-55
40. Avec Mathias EL BERHOUMI et Luc DETROUX, « La Communauté française ne peut pas accueillir tous les étudiants d'Europe, mais elle doit en prendre fidèlement plus que sa part », dans B. BIEMAR (coord.), *L'enseignement et le droit*, Limal, Anthémis, 2013, pp. 39-68
41. « Les cours de philosophie, les cours philosophiques et les droits de l'homme », dans J. LECLERCQ (coord.) : *Morale et religion à l'école ? Changeons de paradigme*, actes de la Journée d'études organisée à l'ULB le 29 janvier 2014, Presses universitaires de Louvain, 2015, pp. 97-122
42. « Le sort du cours de morale : activisme juridictionnel contre attentisme politique », observations sous C.E., arrêt n° 226.627 du 6 mars 2014, de Pascale et de Thier, et C.C., arrêt n° 34/2015 du 12 mars 2015, *Administration publique*, 2015/2, pp. 241-265
43. « Les aventures de la citoyenneté à l'école », *Politique, revue de débats*, n° 95, mai-juin 2016, pp. 70-74
44. « La gestion de la diversité à l'école : le 'modèle' belge », dans : *L'expression du religieux dans la sphère publique, comparaisons internationales*, actes du colloque des 2-3 juin 2015 organisé à Paris par les Ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères, *La Documentation française*, 2016, pp. 141-158
45. « La laïcité française prononcée avec l'accent belge », dans « Laïcité, intégration, éducation : La République et son école », actes du XXXVIIIe colloque national de l'Association française des acteurs de l'éducation organisé à Nîmes du 18 au 20 mars 2016, *Administration & Éducation*, 2016/3, pp. 87-94
46. « La gratuité de l'enseignement obligatoire au regard du droit international des droits de l'homme. Audition devant le groupe de travail 'Démocratie scolaire, gratuité et qualité de la vie à l'école' du Pacte pour un enseignement d'excellence », *Revue belge de droit constitutionnel*, 2016/1, pp. 7-25
47. Avec Luc DETROUX et Mathias EL BERHOUMI, direction de : *Les grands arrêts du droit de l'enseignement*, Bruxelles, Larcier, 2017, 827 pages

Dans cet ouvrage, rédaction de :

48. - avec Luc DETROUX et Mathias EL BERHOUMI, « Introduction, l'école du juge », pp. 9-20
49. - avec Mathias EL BERHOUMI, « La liberté en matière de politique du personnel face à l'égalité de traitement », pp. 59-77
50. - avec Mathias EL BERHOUMI, « Le droit de tendance des pouvoirs organisateurs », pp. 78-97
51. - avec Adriaan OVERBEEKE, « Le choix entre l'enseignement d'une des religions reconnues et celui de la morale non confessionnelle », pp. 242-280
52. - avec Louis-Léon CHRISTIANS, « Le contrôle du respect des droits fondamentaux dans les enseignements dispensés », pp. 281-301
53. - avec Mathias EL BERHOUMI et Sébastien VAN DROOGHENBROECK, « L'obligation scolaire », pp. 303-330
54. - avec Béryll DE MAGNÉE, « La gratuité de l'enseignement obligatoire », pp. 364-381
55. - avec Luc DETROUX, « Le statut des professeurs de religion et de morale dans l'enseignement officiel », pp. 563-589